



Nov. 2011

Nucléaire militaire: NON!

Nucléaire civil : 100% renationalisé!

Dans les débats politiques sur le nucléaire, à droite, à gauche ou chez les « écologistes », un sujet est presque totalement absent : les armes nucléaires.

Elles n'ont aucune utilité pour la réponse aux besoins énergétiques du pays. Elles ne sont destinées, sinon à « dissuader », qu'à détruire. Avec l'intégration totale dans l'OTAN et la défense européenne, le mythe de la force de frappe nationale de dissuasion a fini de s'envoler. Elle coûte, au bas mot, 3,5 milliards d'euros par an au budget de la Nation. **Communistes, nous demandons la sortie unilatérale de la France du nucléaire militaire dans le cadre d'une campagne internationale pour le désarmement atomique.**

Ne soyons pas naïfs : les positions politiques sur le nucléaire civil répondent largement à l'intérêt actuel de lobbys industriels capitalistes concurrents.

La différence de situation entre l'Allemagne et la France le reflète. En RFA, la filière nucléaire n'est historiquement pas dominante et l'intérêt des principaux trusts se trouvent dans les centrales thermiques (les plus polluantes). L'abandon du nucléaire est repris ou accepté largement à droite et à gauche.

C'est le contraire en France où l'industrie nucléaire est prédominante. Les compromis, comme l'accord PS/EELV traduisent cette situation. On sourit en se souvenant qu'au début des années 80, alors journaliste, le « vert » Noël Mamère assurait la promotion de la COGEMA...

Les intérêts capitalistes et les marchandages politiques ne guident pas notre position. **Pour nous communistes, l'énergie nucléaire reste un atout important pour répondre aux besoins du pays. Mais pas dans n'importe quelle condition!** La tentation de M. Mélenchon de surfer sur la vague environnementaliste ne nous concerne pas.

Quand Sarkozy prétend parler « intérêt national », il défend rien d'autre que les perspectives de profits extraordinaires, en France et dans le monde, des grandes entreprises du secteur. Les gouvernements successifs de droite et

de « gauche » se sont appliqués à les privatiser sous l'égide de l'UE.

Quelle hypocrisie quand le président parle des tarifs ! Sa politique les a fait s'envoler. Avec la loi de 2010, d'inspiration européenne, sur la « nouvelle organisation du marché de l'électricité » (NOME), l'électricité d'origine nucléaire d'EDF est livrée au meilleur prix aux opérateurs privés pour qu'ils la revendent au prix fort aux usagers, sans aucun investissement dans la production, l'entretien ou le démantèlement des centrales. En voie de privatisation intégrale, EDF suit la même logique du profit.

Même hypocrisie sur l'avenir de l'emploi et de l'industrie en France ! En novembre 2011, le gouvernement est obligé de démentir, dans l'embarras, la dépêche AFP qui révèle le plan de suppressions de 1000 emplois chez Areva. EDF supprime des emplois à tout va et aggrave le recours à la sous-traitance, y compris dans le secteur sensible de l'atome.

L'accident de Fukushima, suite à la catastrophe naturelle exceptionnelle, mais non imprévisible, montre l'exigence d'une sécurisation maximale. Il montre surtout l'extrême danger de laisser des firmes privées et la loi du profit organiser ce secteur.

Si le nucléaire civil a un avenir en France, et c'est ce que nous pensons, sans l'opposer au développement nécessaire d'autres sources de production d'électricité, c'est dans le cadre d'un secteur public 100% nationalisé.

EXIGEONS

- l'application des règles de sécurité les plus strictes,
- la renationalisation intégrale et la coordination d'EDF, de GDF, d'AREVA, du CEA et de la COGEMA et l'intégration de tous les sous-traitants.
- le rejet de l'application des directives européennes de marchandisation, l'abrogation de la loi NOME.
- la baisse immédiate des 10% des tarifs aux usagers

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENVOYER A PCF ,